



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Près de 14 000 nouveaux chômeurs dans les Maritimes si le gouvernement fédéral va de l'avant avec les compressions annoncées

Ottawa, le 7 mars 2012 – En Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve et sur l'Île du Prince-Edward, près de 14 000 travailleurs perdraient leur emploi si le gouvernement canadien met à exécution son intention de retrancher plus de 8\$ milliards dans ses dépenses lors de son prochain budget.

En plus de ces pertes d'emploi, le produit intérieur brut (PIB) de la région de l'Atlantique régresserait de tout près de 1\$ milliard, ce qui pourrait ralentir l'économie régionale.

Quant au nombre d'emplois perdus, le secteur qui serait le plus touché serait celui du commerce de détail, avec 2 256 nouveaux chômeurs. Et la province la plus touchée serait la Nouvelle-Écosse où près de 7 000 personnes perdraient leur emploi.

Selon l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP), le *Modèle canadien d'entrées-sorties* développé par Statistique Canada et utilisé par de nombreux ministères fédéraux prédit que l'impact des compressions budgétaires annoncées par le gouvernement conservateur touchera durement le secteur privé. Comme partout au Canada, ce sont les petits commerces qui seront les plus affectés. Outre les 3 000 pertes d'emploi dans le commerce de gros et de détail, le modèle économique prévoit des pertes de plus de 1 000 emplois dans la restauration en Atlantique. Même le secteur de la santé serait affecté, près de 500 travailleurs perdant leur emploi.

Après avoir prédit une réduction du PIB du Canada de 10,17\$ milliards et pas moins de 116 000 pertes d'emploi partout au pays, l'ACEP rend public aujourd'hui des données régionalisées tirées d'un modèle économique développé par Statistique Canada.

« *Nous utilisons un modèle économique éprouvé, explique le président de l'ACEP, Claude Poirier. Nous y avons inclus les chiffres avancés à plusieurs reprises par le ministre des Finances du Canada, soit une réduction des dépenses gouvernementales de 8\$ milliards ou 10% du budget fédéral. Ce modèle nous permet de prévoir des lendemains difficiles pour l'économie canadienne si le gouvernement s'entête dans son objectif et réduit ses dépenses de cette ampleur.* »

Les réductions de dépenses du fédéral auront un impact sur la croissance économique partout au pays. Outre le commerce, la restauration et la santé, les pertes d'emplois s'élèveraient à 337 dans la construction résidentielle et 298 dans les services administratifs.

« Depuis la sortie de notre première analyse le 21 février, ajoute Claude Poirier, nous avons senti que le gouvernement tente de calmer le jeu en disant que le budget ne sera pas austère, mais prudent et équilibré. Mais même avec des compressions de 5% du budget, ou 4\$ milliards, c'est quand même, 7 000 emplois de perdus dans la région. Il y aura donc des serveurs, des cuisiniers, des comptables, des travailleurs de la construction, des architectes et des employés d'hôpitaux qui vont se retrouver au chômage en Atlantique.

L'ACEP représente quelque 13 000 économistes et employés en sciences sociales qui conseillent le gouvernement sur les politiques publiques, 1 000 traducteurs, interprètes, terminologues qui assurent le visage bilingue du gouvernement et 85 analystes et adjoints de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

-30-

Renseignements : Pierre Lebel, relations avec les médias
613-236-9181 ou cel. 613-889-1027
plebel@acep-cape.ca

[Renseignements de base](#)

[Notes explicatives](#)